



## 2. ELIGIBILITE

Demandeur : *cochez les cases*

Apiculteur affilié à la MSA et détenant au moins 72 colonies : **indiquer le nombre de colonies déclarées** : \_\_\_\_\_  
**Joindre une copie de l'attestation MSA+ récépissé de déclaration de colonies**

Apiculteur ne bénéficiant pas d'aide «Mesure Agroenvironnementale et Climatique : amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles domestiques pour la préservation de la biodiversité » (MAEC\_API)

## 3. MONTANT DE L'AIDE

Nombre de colonies engagées : \_\_\_\_\_ x 21 €/colonie

→ **montant de l'aide** = \_\_\_\_\_ €

**L'aide est plafonnée à 4 200 € par exploitation ou 4 200 € \* Nombre d'associés pour les demandeurs en GAEC (dans la limite de 4).**

## 4. LISTE DES PIÈCES À JOINDRE

Pour tous les bénéficiaires	Pièce jointe
Exemplaire original de la demande complété et signé	
RIB (ou copie lisible) à jour comportant IBAN	
Statuts de la société (et document précisant le nombre d'associés pour les demandeurs en GAEC)	
K-bis à jour - Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET	
Annexe 1 – attestation de minimis	
Attestation MSA + récépissé de déclaration de colonies	

*NB : Le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires qu'il juge nécessaires à l'instruction du dossier.*

## 5. ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

**Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides de la Région au titre du soutien exceptionnel aux nouveaux apiculteurs

**J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :**

- Avoir pris connaissance du règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture
- Être producteur de miel et/ou autres produits de la ruche
- Être à jour de mes (nos) cotisations sociales et fiscales (pour une personne morale : cotisations de la société et de chacun des associés)
- L'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande d'aide concernant ma situation et concernant le projet. L'inexactitude de ces déclarations est susceptible d'engendrer un reversement partiel ou total de l'aide
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure

**Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide à :**

- Détenir en permanence, pendant la campagne 2020, un nombre de colonies au moins égal au nombre de colonies engagées
- Enregistrer les emplacements des colonies : localisation de l'emplacement ; nombre de colonies par emplacement ; date d'implantation de la colonie ; date de déplacement de la colonie.
- Assurer la présence d'un emplacement supplémentaire par tranche de 24 colonies engagées
- Respecter au minimum 24 colonies engagées sur chaque emplacement
- Respecter la durée minimale d'occupation de 3 semaines sur chaque emplacement
- Respect d'une distance minimale de 2 500 mètres entre 2 emplacements, en cas d'obstacles naturels (lignes de crête et cols en zone de montagne, bosquets) respect d'une distance minimale de 500 mètres entre 2 emplacements
- Me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides régionale, et en particulier permettre / faciliter l'accès à ma structure aux autorités compétentes chargées de ces contrôles, pendant 5 ans à compter de la date de la décision juridique.
- À conserver pendant 10 ans tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération

**Je suis informé(e) (nous sommes informés) que :**

- En cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire mon (notre) dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la Région.

À \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Prénom, NOM et signature du demandeur gérant  
ou du représentant légal :

Cachet :